

ans, mais s'il s'agit de grands chalutiers le remboursement peut s'étaler sur une période de 15 ans avec versements proportionnels au produit brut de la pêche. La plupart des bateaux de pêche construits pour les pêcheurs et les entreprises de traitement du poisson de la province sont financés par la Commission, Mandataire du ministère de l'Environnement, celle-ci administre le programme fédéral d'aide financière aux propriétaires de nouveaux bateaux de pêche qui ne peuvent prétendre aux subventions octroyées par le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce pour la construction de bateaux.

La pêche sportive contribue sensiblement à l'économie de la province. La renommée mondiale de grandes rivières comme la Miramichi, la Restigouche et la Saint-Jean où abonde le saumon de l'Atlantique, ce superbe gibier de pêche, attire chaque année des milliers de touristes. Seulement dans la Miramichi et ses tributaires, les pêcheurs à la ligne capturent jusqu'à 50.000 saumons par an. Beaucoup d'autres espèces sont aussi recherchées par les amateurs du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs qui viennent pêcher dans les centaines de cours d'eau et de lacs de la province.

Québec. Le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec administre les pêches maritimes de la province par l'intermédiaire de la Direction générale des pêches maritimes, elle-même composée des Directions de la recherche, de l'économie et des services techniques.

La Direction de la recherche effectue des expériences et des études portant sur la biologie des espèces commerciales, le conditionnement des produits de la mer en vue de la mise en marché et l'essai de nouveaux engins de pêche. Le Service de biologie utilise les installations de recherche de Grande-Rivière et surtout celles du complexe scientifique du gouvernement à Ste-Foy, en banlieue de Québec.

La Direction de l'économie a notamment pour fonctions d'administrer le programme d'aide financière à la construction et à la réparation de bateaux de même qu'à l'acquisition de divers engins de pêche. En 1972, la flotte hauturière en activité se composait de 21 chalutiers d'acier dont deux chalutiers semi-pélagiques de 125 pieds, deux chalutiers de 127 pieds, un sennetier de 100 pieds, quatre chalutiers sennetiers de 89 pieds et 12 chalutiers de 82 pieds; elle comprenait également 62 chalutiers de bois d'une longueur variant entre 60 et 87 pieds de même que 58 bateaux de diverses tailles et vocations. Au 31 mars 1972, les propriétaires de ces bateaux devaient rembourser au gouvernement une valeur d'emprunt de près de 9 millions de dollars, soit \$400.000 de moins que l'année antérieure. La Direction de l'économie fait régulièrement l'inspection des bateaux de pêche, surveille étroitement le travail des équipes d'entretien et de réparation et étudie soigneusement les soumissions présentées aux pêcheurs par les chantiers maritimes. Elle effectue également diverses analyses socio-économiques nécessaires au gouvernement pour planifier son action et assurer l'efficacité de ses politiques et de ses programmes en matière de pêches maritimes. Enfin, elle possède un Service d'ingénieurs qui élabore des plans et devis en vue de l'amélioration du matériel de pêche.

La Direction des services techniques comporte 3 services: le Service de construction et d'entretien qui s'occupe de la préparation des plans et de la mise en route de divers projets de construction et de réparation des installations à caractère collectif qui sont au service de l'industrie de la pêche; le Service de la gestion des équipements qui administre les installations de la Direction générale des pêches, notamment 28 entrepôts frigorifiques d'une capacité de congélation de 500 tonnes par jour et d'entreposage de 25 millions de livres, trois parcs d'hivernement de bateaux, des postes de collecte du poisson, etc.; le Service de protection qui délivre les permis de pêche, dirige les patrouilles de mer et de terre et effectue des enquêtes sur les infractions aux règlements.

La Direction des pêches maritimes a son siège à Québec et des bureaux dans les principaux centres de pêche. Elle collabore avec le ministère de l'Éducation, qui dirige un programme de formation des pêcheurs, des techniciens et des ouvriers d'usine, utilisant à cette fin une école de pêche et un navire-école en service depuis juin 1968; elle collabore aussi étroitement avec l'Office de Planification et de Développement du Québec et avec la Conférence administrative de l'Est du Québec dans l'administration de divers programmes de développement.

La pêche sportive dans les eaux intérieures de la province relève du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, qui compte un effectif de 531 agents de conservation à plein temps, et qui délivre les permis de pêche obligatoires. Le ministère administre six établissements piscicoles où l'on élève la truite mouchetée, la truite brune, la truite arc-en-ciel,